

CURRICULUM VITAE

2015

Laurent SERMET

laurentsermet2@gmail.com

DEROULE DE SITUATION PROFESSIONNELLE

- . Sept. 2014 : IEP Aix-en-Provence - Professeur d'Université.
- . Sept. 1996 : Université de La Réunion - Professeur d'Université.
- . Sept. 1994 - août 1996 : Université Aix-Marseille III - Maître de conférences.
- . Déc. 1990 - août 1994 : Université Aix-Marseille III - Allocataire-moniteur puis ATER.

TITRES

- . Agrégé des facultés de droit, section 02 - 1996.
- . Docteur en droit/habilité à diriger des recherches - Université Aix-Marseille III - 1994.
- . D.E.A Etudes internationales et communautaires - Université Aix-Marseille III - 1989.
- . Licence d'ethnologie - Université d'Aix-Marseille I - 1988.

SPECIALISATION

Droits français, européen et international des droits de l'homme.
Droit international public, Droit des traités, Droit international humanitaire, Droit international du développement. Droit des pays émergents.
Droits de l'Océan indien, Anthropologie et pluralisme juridiques, Droit de l'outre-mer.
Droit et politique des pays de la Méditerranée

AFFECTATION

- . Institut d'études politiques, Aix-en-Provence (depuis le 1^{er} sept. 2014) .
- . Université de la Réunion (jusqu'au 31 août 2014)

I - ACTIVITES ADMINISTRATIVES

- RESPONSABILITES EXECUTIVES (UNIVERSITE DE LA REUNION)

- . Vice-président, chargé des relations internationales (2004-2008) (2008-2012).
- . Directeur de la direction des relations internationales (2005-2008) (2008-2012).
- . Président de la section disciplinaire des usagers, (2011-2012).
- . Président de la commission électorale consultative (2010-2012).

- . Directeur du département de droit public (1998-2004).

. Assesseur au Doyen de la Faculté de droit et d'économie (1998-2004).

- *RESPONSABILITES ELECTIVES*

- . Membre du Conseil scientifique/Conseil académique (1998-2004) (depuis 2012)
- . Membre du conseil d'administration - (2005-2008) (2008-2012).
- . Membre du conseil des études et de la vie universitaire – (2002-2008).
- . Membre du Conseil d'administration de la faculté - (1997-2010).

II – EXPERTISE ET GESTION DE LA RECHERCHE

- *ACTIVITES LOCALES*

- . Membre du conseil de centre du laboratoire de recherche : CRJ - (2012-2014)
- . Membre du Copil de l'Observatoire des sociétés de l'océan Indien : Structure fédérative - (depuis 2013-2014).
- . Membre du laboratoire de recherche de l'IEP : Cherpa (depuis 2014)

- *ACTIVITE NATIONALE*

- . Membre du CNU – 2008-2015
- . Rapporteur pour le Comité « Les suds, aujourd'hui II », Agence Nationale de la Recherche, (Juin 2010)

- *ACTIVITES A L'ETRANGER*

- . Membre du corps professoral de l'Université catholique de Madagascar (depuis 2003) et de son école doctorale (initiée en 2015).
- . Membre correspondant de l'Académie nationale malgache, section des sciences morales et politiques (depuis 2003)

- *ACTIVITES INTERNATIONALES ET EUROPEENNES*

- . Membre du réseau d'experts en droit international humanitaire, Afrique australe-océan Indien, Pretoria, Afrique du sud, Comité international de la Croix-Rouge (depuis 2003)
- . Membre de la Commission Régionale d'Expertise du Bureau Océan Indien, Antananarivo, Madagascar, Agence universitaire de la francophonie (2009-2012)
- . Membre du collectif inter-réseau, Cultures juridiques et gouvernance, Agence universitaire de la francophonie (depuis 2009-2014)
- . Membre du bureau de la Conférence Internationale des Facultés de Droit ayant en commun l'Usage du Français (CIDUF), Agence universitaire de la francophonie, (depuis 2009)
- . Membre du réseau État et cultures juridiques autochtones : un droit en quête de légitimité , AUF et université d'Ottawa, depuis 2012
- . Membre du réseau « The choice for Europe since Maastricht », Centre Jean Monnet, Université de Salzburg (depuis 2014).

III - PRINCIPALES ACTIVITES PEDAGOGIQUES

SERVICE D'ENSEIGNEMENT COURANT

- . *Cadre juridique des relations internationales (DIP)* : 4ème année, Diplôme IEP : 44 h. (semestres 1 et 2)
- . *Droit, politique et relations internationales des pays émergents* : Master 2, Affaires et relations internationales / IEP : 22 h. (semestre 1)
- . *European Union litigation law* : M2, LLM Business Law, Institut de Recherches Europe-Asie, Aix-Marseille Université : 15 h. (semestre 1, en anglais)
- . *Contentieux européens (systèmes juridictionnels de l'Union européenne et de la Convention européenne des droits de l'homme)* : Prep'Ena, IEP : 18 h.
- . *Droit et politique des pays de la Méditerranée* : 2ème année, Diplôme IEP : 22 h. (semestre 2)
- . *Minorities and Indigenous peoples' rights* : 4ème année, Diplôme IEP : 22 h. (semestre 2, en anglais)
- . *Biens culturels en période de conflit armé*, Master Action publique culturelle et Mécénat : 6 h. (semestre 1)

ENSEIGNEMENTS MAGISTRAUX PRECEDENTS (1994-2014)

- . Actualité juridique internationale
- . Droit administratif général
- . Droit communautaire institutionnel
- . Droit communautaire matériel
- . Droit français et communautaire de l'outre-mer
- . Droits de l'océan indien
- . Droit des traités
- . Droits et libertés fondamentaux
- . Droit international du développement
- . Droit international humanitaire
- . Droit international public
- . Introduction au droit
- . Contentieux administratif
- . Sociologie et anthropologie juridiques

ENSEIGNEMENTS PRECEDENTS SOUS FORME DE TRAVAUX DIRIGES (entre 1990-1996)

- . Droit constitutionnel
- . Droit administratif général
- . Préparation du concours Moot Court de droit communautaire
- . Droit international public

RESPONSABILITES PEDAGOGIQUES

- . Co-directeur du Master en droit, mention relations internationales : Europe-océan Indien, enseignements de M1 et M2, associant droit, science politique, histoire et économie autour de la problématique des relations internationales. Double parcours : professionnel et recherche. Habilité depuis 2004 (évalué A par l'AERES).
- . Responsable du DEA Etudes juridiques (2000-2004).

IV - TRAVAUX ET RECHERCHES.

I - PUBLICATIONS.

1 - Ouvrages :

(ouvrage individuel ; ouvrage collectif en tant qu'auteur principal/secondaire ; direction d'ouvrages)

6. *Une anthropologie juridique des droits de l'homme. Les chemins de l'Océan indien*, Paris, Agence universitaire de la francophonie éd., Edition des archives contemporaines, nov. 2009, 266 pages. Préface d'Abdou Diouf et postface de David Anoussamy (**individuel**)

5. *Mayotte dans la République*, Actes du colloque de Mamoudzou les 14, 15 et 16 septembre 2002, Sous la direction de L. Sermet et de J. Coudray, Paris, Montchrestien, Collection Grands colloques, 728 pages (**co-direction**)

4. *Droit et démocratie en Afrique-du-sud*, Actes du colloque de Saint-Denis, décembre 1999, sous la direction de L. Sermet, L'Harmattan, 2001, pp. 93-105 (**direction**)

3. *Le droit de propriété et la Convention européenne des droits de l'homme*, Strasbourg, Editions du Conseil de l'Europe, 1998, 2^e édition actualisée, 60 p. (en version anglaise également) (**individuel**)

2. *Droits et libertés fondamentaux de la personne humaine*, Paris, Ellipses, 1998, 224 p. (en collaboration avec Alain Sériaux et Dominique Viriot-Barial) (**collectif, contribution à 1/3 de l'ouvrage**)

1. *L'incidence de la Convention européenne des droits de l'homme sur le contentieux administratif français*, Université d'Aix-Marseille III, 19 février 1994, 562 p. Thèse honorée du Prix Suzanne Bastid 1995, SFDI, réécrit et publié sous *Convention européenne des droits de l'homme et contentieux administratif français*, Paris, Economica, 1996, 450 pages (**individuel**).

2 - Articles

2a. Droits et libertés

34. « L'argument anthropologique chez Maurice Hauriou. Du savoir et de la méthode anthropologique », in *La pensée du Doyen Hauriou à l'épreuve du temps : quel(s) héritage(s) ?*, dir. C. Alonso, A. Duranthon, J. Schmitz, PUAM, 2015, pp. 99-114

33. De braises et de lait. La question des droits de l'homme dans les Bantoustans sud-africains, *Mélanges offerts à Jean-François Flauss*, Paris, Pedone, 2015, pp. 689-705

32. Comment écrire les droits de l'homme ? , in *Ecriture du droit*, Presses de Toulouse I-Capitole, CIFDUF, 2014, pp. 69-86.

31. Santé sexuelle et reproductive en Afrique. Construire le droit, dire l'éthique : un aperçu, in *Bioéthique et genre*, A.-F. Zattara-Gros, (dir.), LGDJ, 2013, pp.115-128.

30. La liberté d'expression, droit absolu ou relatif ? , in *Liberté d'expression, liberté de religion*, J.-B. d'Onorio (dir.), Paris, éditions Téqui, 2013, pp. 63-90.

29. Le centre universitaire de formation et de recherche de Mayotte en questions, in *La Revue des outre-mers français, Actualité et études*, vol. I, 2012, pp. 209-221.
28. Identité et droit, in *Peuple premier et cohésion sociale en Nouvelle-Calédonie. Identités et rééquilibrages*, J.-Y. Faberon et T. Mennesson dir., Aix-en-Provence, PUAM, Collection droit de l'outre-mer, 2012, pp. 37-45.
27. Note sous TA Saint-Denis de la Réunion, 4 septembre 2012, *AJDA*, 2012, pp. 2015-2019.
26. L'habitat informel, de la nécessité à la loi, *Tribune, AJDA*, 4 juillet 2011, p. 1289.
25. Tolérance centenaire sur le domaine public maritime ne fait pas droit de propriété, *Tribune, AJDA*, 17 mai 2010, p. 977.
24. Yvonne Etienne, la page tournée de l'affaire *Marlène Kress*, *Tribune, AJDA*, 7 décembre 2009, p. 2249.
23. Le contrôle de la proportionnalité dans la Convention européenne des droits de l'homme : présentation générale, in *Les figures du contrôle de proportionnalité en droit français, Les Petites Affiches*, 5 mars 2009, n° 46, pp. 26-31.
22. Faut-il désormais parler de DALIO, droit au logement inopposable ? , *Tribune, AJDA*, 21 juillet 2008, p. 1401.
21. La surveillance des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme, entre ombre et lumière. Aperçu, *JCP, édition générale*, n° 17, 23 avril 2008, pp. 5-6.
20. L'obscur clarté de la notion prétorienne d'arrêt pilote, *RGDIP*, 2007-4, pp. 863-878.
19. L'exécution des arrêts de la Cour. Aperçu sur l'écart entre le fait et le droit, in *L'effectivité des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme*, Colloque de Limoges, 30-31 mars 2006 (non publié).
18. Faut-il, enfin, retirer l'arrêt Kress du GAJA ? , *Tribune, AJDA*, 20 juillet 2007.
17. L'arrêt *Martinie c/ France*. Un arrêt de grande chambre ? Assurément. Un grand arrêt ? Non ! , *RFDA* 2006, pp. 577-586.
16. La Convention européenne des droits de l'homme comme instrument de promotion des droits de l'homme en Europe, in *Les racines éthiques de l'Europe*, Collection Ethique et Déontologie, Aix, Librairie de l'Université, 2006, pp. 265-272.
15. Le droit français dans le Conseil de l'Europe : influence et résistance, in *Revue juridique de l'Océan indien*, n° spécial, 2005, pp. 207-216
14. Jurisprudence étrangère, in Chronique de jurisprudence nationale relative à la CEDH, in *Annuaire de droit européen 2004*, 2006, pp. 995-1010.
13. Juge des comptes et article 6 CEDH, vers une juridictionnalisation accrue ? , in *RFDA* 2003, pp. 109-115.
12. La parité homme/femme en politique, in *La femme et les sociétés pluriculturelles de l'Océan indien*, Paris, Sedes-Vuef, 2002, pp. 311-318.
11. Le rôle du Comité des Ministres dans le système européen de protection des droits de l'homme : dérive ou orthodoxie ? , *Mélanges Louis Dubouis*, Paris, Dalloz, 2002, pp. 159-203.

10. L'arrêt *Kress contre France* : avancée, *statu quo* ou régression des droits fondamentaux du justiciable ?, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, 2002, pp. 237-258.

9. Le droit à la vie et le réalisme jurisprudentiel (aspects récents de la jurisprudence européenne des droits de l'homme), *Revue française de droit administratif*, 1999, pp. 988-995

8. Le droit de l'enfant à naître et la Convention européenne des droits de l'homme, in *Le respect de la vie en droit français*, Paris, éditions Téqui, 1998, pp. 169-182.

7. Rétroactivité et Convention européenne des droits de l'homme, *Revue française de droit administratif*, 1998, pp.990-999

6. La désobéissance de l'agent public, in *Le droit et la déontologie professionnelles*, J.-Y. Naudet (dir.), Aix-en-Provence, 1998, pp. 249-265.

5. Le sommeil et le droit, Leçon inaugurale prononcée en Arles, le 3 décembre 1994, *RRJ Droit prospectif*, 1995, vol. XX, n° 62, p. 701 et s.

4. L'association les Cigognes devant la Commission européenne des droits de l'homme. Convergence entre le juge administratif et le juge européen des droits de l'homme, *Les cahiers de l'Idedh n° 1*, 1992, pp. 112-132.

3. La Cour européenne des droits de l'homme et le droit de propriété : l'arrêt Mellacher 19/12/1990, *Gazette du Palais*, 24-25 avril 1991, doctrine, pp. 8-11.

2. Le contentieux d'origine britannique relatif à l'égalité entre hommes et femmes dans la vie professionnelle devant la Cour de justice, *Revue du Marché commun*, n° 340, oct. 1990, pp. 578-586.

1. Le droit de propriété garanti par la Convention européenne des droits de l'homme face à l'analyse économique, en collab. avec Professeur Jean-Yves Naudet, *RRJ Droit prospectif* 1990, n° 1, pp. 15-53

2b. Droit international et droit humanitaire

19. Préface, in Ahmed Ali Abdallah, *Le statut juridique de Mayotte. Concilier droit interne et droit international; réconcilier la France et les Comores*, Paris, L'Harmattan, 2014, 656 p., sp. pp. 9-10

18. Les départements français de l'océan Indien et leur insertion dans les organisations de coopération et d'intégration régionales, in *Collectivités territoriales et organisations régionales*, in Danielle Perrot (dir.), 2014, pp. 55-72.

17. Normativité, juridicité et pluralisme. De quelques enseignements tirés de la déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, in *Méthodologie du pluralisme juridique*, G. Otis dir., Paris, Karthala, 2012, pp. 201-243 (*ouvrage collectif*)

16. La notion de « conflit armé interne » : problématique autour de l'objet et des sujets, *Revue Aspects*, 2010, n°4, pp. 51-68.

15. *Méthodologie de la recherche en droit international, géopolitique et relations internationales. Master et doctorat*, Agence universitaire de la francophonie, Cluj Editura, Idea Design et Print, 2010 (*ouvrage collectif en tant qu'auteur secondaire*), pp. 34-40.

14. Note sur les guerres tribales et l'arrivée des Allemands au Togo, *African yearbook on international humanitarian law*, 2008, pp. 183-188
13. Des travaux de la Commission du droit international relatifs aux effets de conflits armés sur les traités : vers l'affirmation du droit commun en temps de conflit, *African yearbook on international humanitarian law*, 2008, pp. 175-182
12. Autonomie et consolidation du droit international humanitaire, *Revue juridique de l'océan indien*, n° 8, 2008, pp. 129-132.
11. Verbo "Propriété (droit de) et biens", *Dictionnaire des droits de l'homme*, Paris, PUF, 2008, pp. 814-819
10. The absence of a derogation clause from African Charter on Human and People's Rights: A critical discussion, in *African Human Rights Law Journal*, Volume 17, No 1, 2007, pp. 142-161
9. La mise à jour du traité de 1949 entre l'Inde et le Bhoutan : l'amorce d'une nouvelle politique indienne de voisinage ? , *Revue Droit et Cultures*, 53, 2007/1, pp. 153-162.
8. Eléments pour une distinction entre les droits de l'homme et le droit international humanitaire, *Mouvements du droit contemporain, Mélanges offerts à Sassi Ben Halima*, Tunis, Centre de publication universitaire, 2005, pp. 235-248.
7. De la carence dans la charte africaine des droits de l'homme et des peuples de la clause de dérogation aux droits de l'homme, *Revue générale de droit international public*, 2005-2, pp. 389-406.
6. L'océan Indien : la difficile intégration dans l'espace régional ou le contexte régional de La Réunion : enjeux géopolitiques, *Revue Française d'Administration Publique*, 2002, pp. 149-156.
5. La notion juridique de l'ultrapériphéricité communautaire, *Revue Europe*, n° 6, 2002, pp. 3-6.
4. Essai sur les justifications de la Commission Vérité et Réconciliation, in *Droit et démocratie en Afrique-du-sud*, Actes du colloque de Saint-Denis, décembre 1999, sous la direction de L. Sermet, L'Harmattan, 2001, pp. 93-105.
3. Vers une autre forme de justice. La Commission Vérité et Réconciliation, in *Mélanges Charles Cadoux, Annuaire des Pays de l'Océan indien*, 1997-1998, pp. 283-324.
2. Actualité de l'adhésion de la Communauté européenne aux organisations internationales et aux traités, *Annuaire français de droit international*, 1997, pp. 671-699.
1. Questions posées au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Note sous CIJ, 30 juin 1995, affaire relative au Timor oriental (Portugal contre Australie), in *Annuaire des Pays de l'Océan Indien*, 1995-1996, pp. 435-448.

2c. Droit comparé de l'océan Indien, histoire de l'esclavage, droit musulman, droit de l'outre-mer / Pluralisme juridique

44. Le catholicisme à La Réunion : un certain regard, (co-écrit avec Paul Hoarau), in *Liberté religieuse et cohésion sociale : la diversité française*, coll. Droit et religion, PUAM, 2015, pp. 273-284.

43. Reflections on Transitional Constitutional Law in the Light of the Jurisprudence of the Constitutional Courts of the Comoros and Madagascar, in *Constitution-Building in Africa*, Jaap de Visser, Nico Steytler, Derek Powell et Ebenezer Durojaye éd., Nomos Verlag, Baden-Baden, 2015, pp. 182-199
42. Les manifestations constitutionnelles de l'identité. Les choix et dilemmes de La Réunion, *Etudes Océan Indien*, INALCO, sous la direction de Florence Callandre-Barat, 2013, pp. 215-229.
41. Chronique droit constitutionnel étranger : Ile Maurice et Seychelles (avec R. P. Gunpath), in *Revue Française de Droit Constitutionnel*, octobre 2013, n° 96, pp. 1019-1034.
40. Pays de l'océan Indien : la cohabitation des religions, in *Religion et société en Nouvelle-Calédonie et en Océanie*, F. Faberon et J.-Y. Faberon (dir.), Centre Michel de l'Hospital-LGDJ, 2013, pp. 205-220.
39. Le pluralisme juridique : une approche française ?, in *Revue juridique, politique et économique de la Nouvelle-Calédonie*, n° 22, 2013, pp. 4-27.
38. Préface in *Le lou i bouj ankor, Histoire de vie de Maître René Kichenin. Premier bâtonnier Malbar de La Réunion*, par Florence Callandre-Barat, La Réunion, Surya éditions, 2013, pp. 14-17.
37. Juge et crise. Réflexions sur la jurisprudence de la Haute cour constitutionnelle de Madagascar, in *Le développement constitutionnel dans les Etats du sud-ouest de l'océan Indien*, J. Colom (dir.), Aix-en-Provence, PUAM, 2013, pp. 123-144.
36. Mariage, Mariages au Royaume du Lesotho. Dualisme juridique ou droit rhizome ?, In *L'homme dans la société internationale, Mélanges offerts à Paul Tavernier*, 2013, p. 1601 et s.
35. Notice sur Isabelle Vestris, *Le statut des régions ultrapériphériques de l'Union européenne*, in *Chronique bibliographique, Annuaire de droit de l'Union européenne*, 2012, pp. 1022-1026.
34. L'île Maurice, in *Destins des Collectivités politiques d'Océanie. Peuples, populations, nations, Etats, territoires, pays, patries, communautés, frontières*, Vol. 1., Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2011, pp. 155-164.
33. L'islam, composante de la diversité culturelle indo-océane, *Revue Aspects, Revue d'études francophones sur l'Etat de droit et la démocratie*, 2009, n° 3, pp. 69-79.
32. Verbo "Apartheid", "Inde", *Dictionnaire des droits de l'homme*, Paris, PUF, 2008, respectivement : pp. 54-56 ; pp. 511-514
31. Droits de la femme et pluralisme aux Comores, *Revue Aspects, Revue d'études francophones sur l'Etat de droit et la démocratie, Dossier cultures juridiques*, 2008, n° 1, pp. 101-111
30. Observations sur *Ethnologie juridique. Autour de trois exercices*, de Gilda Nicolau, Geneviève Pignarre, Régis Lafargue, Dalloz, Méthodes du droit, 2007, 423 pages, in *Revue juridique, politique et économique de Nouvelle-Calédonie*, 2007/2, n° 10, pp. 97-98.
29. La discrimination positive en matière d'emplois publics, lieu de construction des constitutionnalismes politique et juridictionnel indiens, *Revue Droit et Cultures*, 53, 2007/1, pp. 35-44.
28. Un code de la famille pour les Comores. Quelle condition juridique pour la femme comorienne ?, *Ya Mkobe, Revue Comorienne du Centre National de Documentation Scientifique*, Janvier 2007, n°14-15, pp. 87-100.

27. Brèves réflexions sur la construction, en matière de droit civil coutumier kanak, du droit de l'action civile, *Revue juridique, politique et économique de Nouvelle-Calédonie*, n° 9, 2007/1, pp. 68-71.
26. Les Amérindiens de Guyane devant la justice et l'exemple de la justice cadiale à Mayotte, in *Les collectivités d'Amérique au carrefour des institutions*, J.-Y. Faberon dir., La documentation française, 2006, pp. 99-114.
25. Statut civil coutumier kanak : entre politique jurisprudentielle et incertitude juridique. Commentaire de l'avis de la Cour de cassation du 16 décembre 2005, *Revue juridique, politique et économique de Nouvelle-Calédonie*, n° 7, 2006/1, pp. 42-49.
24. La répression selon le code noir pénal : droit, déviance et esclavage à l'île de La Réunion au début du XIX^e siècle, in *Dérives et déviances*, Bibliothèque universitaire francophone, C. Duboin (dir.), Paris, Le Publieur, 2005, pp. 73-83.
23. Esclavage, libertés et droit : le code civil colonial des îles de France et de la Réunion du 1^{er} brumaire an XIV, in *Regards sur l'Afrique et l'Océan indien*, Bibliothèque universitaire francophone, S. Fuma (dir.), Paris, Le Publieur, 2005, pp. 139-146.
22. Préface, in *L'intermède français en Inde. Secousses politiques et mutations juridiques*, de David Annoussamy, Paris, L'Harmattan, collection Droits et cultures, 2005, pp. vii-x.
21. Le droit de la famille à Madagascar dans la décennie 1960, *Bulletin de l'académie nationale des arts, lettres et sciences*, 82/1-2, 2003(2004), pp. 243-249.
20. L'article 68 de la loi de programme sur l'outre-mer du 21 juillet 2003. Réflexion sur l'actualisation du statut personnel de droit local à Mayotte, in *L'outre-mer dans la réforme constitutionnelle*, La Documentation française, 2004, pp. 185-196.
19. Oser la double nature du droit : science humaine et science positive, in *Anthropologie et droit. Intersections et confrontations*, Cahiers d'anthropologie du droit et *Revue Droit et cultures*, Paris, Karthala, 2004, pp. 343-348.
18. Considérations sur la structure du principe d'égalité, à la lumière de l'article 9 de la Constitution sud-africaine, *Alizés, Revue d'études anglophones de la Réunion*, Université de la Réunion, 2004, pp. 249-259.
17. Introduction, in *Mayotte dans la République*, in L. Sermet et J. Coudray, Montchrestien, coll. Grands colloques, 2004, pp. 1-6.
16. Pour une réforme de la justice musulmane à Mayotte, in *Mayotte dans la République*, in L. Sermet et J. Coudray, Montchrestien, coll. Grands colloques, 2004, pp. 439-468.
15. Essai sur la suppression de l'engagisme à l'île Sainte-Marie de Madagascar, *Cahiers aixois d'Histoire des Droits de l'Outre-mer Français*, 2004, n° 2, pp. 121-137.
14. Codification ou réécriture du droit malgache de la famille dans un contexte pluraliste, *Revue juridique de l'Océan indien*, 2003-2004, pp. 135-141.
13. Comparaison des articles 73 et 74 nouveaux de la Constitution, *Revue juridique de l'océan indien*, 2003, pp. 79-86.
12. Chronique de jurisprudence comorienne (Tribunal supérieur d'appel), en collab. avec André Carboneill, *Revue juridique de l'océan indien*, 2003, pp. 341-346.

11. Le droit de la famille à Madagascar dans la décennie 1960, in colloque *Les années soixante dans le Sud-ouest de l'océan indien*, *Revue historique des Mascareignes*, 2002, pp. 225-231
10. L'analyse du code noir, in *Esclavage et abolitions dans l'océan indien*, L'Harmattan-Université de La Réunion, 2002, pp. 15-20.
9. Retour sur l'arrêt *Valabhji vs. Controller of taxes* de la Cour d'appel des Seychelles : légitimité et légalité du coup d'état du 5 juin 1977, *Revue juridique de l'océan indien*, 2002, pp.17-32.
8. La crise comorienne et le droit, en collaboration avec Madi Binty, *Revue juridique de l'océan indien*, 2002, pp. 7-15.
7. La crise malgache et le droit, en collaboration avec Patrice Goussot, *Revue juridique de l'océan indien*, 2002, pp.33-42.
6. Introduction, *Droit et démocratie en Afrique-du-sud*, Actes du colloque de Saint-Denis, décembre 1999, sous la direction de L. Sermet, L'Harmattan, 2001, pp. 11-16.
5. Loi et coutume en Grande Comore, *Mélanges Claude Wanquet*, Université de La Réunion, 2000, pp. 347-358.
4. Le système d'indemnisation des colons selon la loi du 30 avril 1849 et son décret d'application du 25 novembre 1849, in *Revue historique des Mascareignes*, 2000, n°2, pp. 163-165.
3. Essai sur la suppression de l'engagisme à l'île Sainte-Marie de Madagascar, *Cahiers des Anneaux de la Mémoire*, Nantes, 2000, pp. 111-127.
2. Regards sur la justice musulmane à Mayotte, *Droit et cultures*, 1999, pp. 185-201.
1. 'Etre esclave selon la loi' : norme juridique et injustice, in *Regards croisés sur l'esclavage 1794-1848*, CNH, Somogy, 1998, pp. 97-101.

2d. Littérature et droit

4. Silence, censure, oubli et droit, in *Revue juridique de l'Océan indien*, n° 9, 2009, pp. 111-120.
3. Langue et droit : interrogations croisées, in *L'écriture et la construction des langues dans le sud-ouest de l'Océan indien*, Paris, L'harmattan, 2007, pp. 191-195.
2. Figures de la littérature et du droit, *Mélanges en l'honneur d'Edmond Maestri*, 2004, pp. 329-346.
1. Réflexion sur le statut juridique du poète Auguste Lacaussade, in *Auguste Lacaussade (1815-1897). Le fils d'une affranchie d'avant 1848*, P. Eve (dir.), Océan Editions, 2004, pp. 127-137.

III – Chroniques

Chronique Droit administratif et Convention européenne des droits de l'homme

15. *Revue française de droit administratif*, 2012, pp. 109-114.
14. *Revue française de droit administratif*, 2010, pp. 594-603.
13. *Revue française de droit administratif*, 2009, pp. 715-728.
12. *Revue française de droit administratif*, 2008, pp. 743-754

11. *Revue française de droit administratif*, 2007, pp. 1049-1059
10. *Revue française de droit administratif*, 2006, pp. 587-592.
9. *Revue française de droit administratif*, 2005, pp. 994-1002.
8. *Revue française de droit administratif*, 2004, pp. 992-997.
7. *Revue française de droit administratif*, 2003, pp. 945-949.
6. *Revue française de droit administratif*, 2002, pp. 1111-1117.
5. *Revue française de droit administratif*, 2001, pp. 1252-1272.
4. *Revue française de droit administratif*, 2000, pp. 1060-1073.
3. *Revue française de droit administratif*, 1999, pp. 799-808.
2. *Revue française de droit administratif*, 1998, pp. 1203-1211.
1. *Revue française de droit administratif*, 1997, pp. 1010-1016.

Chronique Exécution nationale des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme

4. *Annuaire de droit européen 2006*, Vol. IV, 2008, pp. 403-459 (**direction**)
3. *Annuaire de droit européen 2005*, Vol. III, 2008, pp. 297-358.
2. *Annuaire de droit européen 2004*, Vol. II, 2006, pp. 415-464.
1. *Annuaire de droit européen 2003*, Vol. I, 2005, pp. 316-358.

Chronique de jurisprudence des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme

9. *Annuaire de droit européen 2004*, 2006, pp. 808-813.
8. *Annuaire de droit européen 2003*, 2005, pp. 625-629.
7. *Revue universelle des droit de l'homme* 1998, vol. 10, n°3-6, pp.81-117
6. *Revue universelle des droit de l'homme* 1997, vol. 9, n°1-4, pp. 4-39.
5. *Revue universelle des droits de l'homme*, vol. 5, n° 7-8, pp. 217-226
4. *Revue universelle des droits de l'homme*, vol. 5, n° 11-12, pp. 377-389
3. *Revue universelle des droits de l'homme*, vol. 6, n° 7-8, pp. 257-268
2. *Revue universelle des droits de l'homme*, vol. 7, n° 4-6, pp. 101-120
1. *Revue universelle des droits de l'homme*, vol. 8, n° 1-3, pp. 1-30

II - ORGANISATION DE COLLOQUES ET SEMINAIRES

1. Organisateur de manifestations scientifiques

. *Le peuple kanak : de quel droit ?*, IEP d'Aix-en-Provence, Cherpa, 27 novembre 2014, en présence des Professeurs Nibert Rouland et Antoine Leca avec la participation de Raphaël Mapou, chargé de mission Sénat coutumier de Nouvelle-Calédonie.

2. Organisateur de journée d'études

- . *La charte du peuple kanak*, IEP Aix, 27 novembre 2014
- . *La protection des droits fondamentaux après le traité de Lisbonne*, 1^{er} décembre 2009, avec H. Pongérard-Payet, Université de la Réunion, 5 fév. 2013.
- . *Les droits des peuples autochtones*, Université de la Réunion, 2 mars 2012.
- . *Sécurité, Droit et action humanitaires*, Université de la Réunion, 13 et 14 avril 2007.
- . *Géopolitique dans l'océan Indien*, Université de la Réunion, 4 mars 2006 et conférence sur *Les enjeux du droit humanitaire*.

- . *Les enjeux de l'Europe*, en présence du député européen Thierry Jean-Pierre, Université de la Réunion, 6 décembre 2000 et conférence sur *La Charte communautaire des droits fondamentaux*.
- . *Le traité d'Amsterdam*, Université de la Réunion, 8 mai 1998 et conférence sur *Les droits de l'homme et le traité d'Amsterdam*.
- . *Le dialogue national sur l'Europe*, Université de la Réunion, 15 mars 1997 et conférence sur *La mobilité des étudiants en Europe*.

3. Organisateur de colloques internationaux

- . *Les trente ans de la Commission de l'océan Indien : quel bilan ? , quelles perspectives ?* , Université de la Réunion, 23 nov. 2013
- . *Ecrire dans l'Océan indien*, Université de Tamatave, 7-10 septembre 2005, avec les Professeurs Combeau et Ponnau.
- . *Silence, censure et oubli*, Université de Maurice, 5 mars 2004, avec les Professeurs Combeau et Ponnau.
- . *Séminaire fédérateur du 6 juin 2003*, Université de la Réunion, avec les Professeurs Combeau, Ponnau et Watbled.
- . *Convergences juridiques et aménagement durable à Mayotte*, 14-16 septembre 2002, en co-direction avec Jean Coudray, Mamoudzou, Mayotte, in *Mayotte dans la République*
- . *La Transition démocratique en Afrique du sud*, 7-8 décembre 1999, Université de la Réunion
- . *La circulation des armes légères en Afrique et dans l'océan indien*, Université de la Réunion, 15-18 avril 1998, en collaboration avec l'Institut français en Afrique du sud et l'Institute for security studies, Johannesburg.

III - DIRECTION DE RECHERCHE

. Direction de thèses soutenues :

5. Nirmal Nivert, *Les droits fondamentaux et l'intérêt général*.

Intégration professionnelle : Ingénieur d'études à l'université de Poitiers

Soutenance à l'Université de La Réunion, délocalisée à Paris I : 1er décembre 2012.

Mention très honorable

4. Ahmed Ali Abdallah, *Le statut juridique de Mayotte. Concilier droit interne et droit international ; réconcilier La France et les Comores*.

Intégration professionnelle : Enseignant-chercheur au CUFR de Mayotte

Soutenance à l'Université de La Réunion, 19 décembre 2011.

Mention très honorable.

3. Laurent Benoiton, *Les effets des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme sur les contentieux administratifs nationaux. Essai sur la standardisation des droits européens*.

Soutenance à l'Université de La Réunion, 8 décembre 2009. Mention très honorable avec les félicitations, à l'unanimité.

Intégration professionnelle : avocat

2. Aurélie-Anne Dupré, *Le droit à l'exécution des décisions de justice en droit français : droit subjectif et/ou principe de l'Etat droit ?*

Soutenance à l'Université de La Réunion, 15 septembre 2009. Mention très honorable avec les félicitations, à l'unanimité.

Intégration professionnelle : conseiller en insertion professionnelle

1. Louis-Marie Kouna, *La condition du militaire engagé dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU*.

Soutenance à l'Université de La Réunion, 30 septembre 2002. Mention très honorable à l'unanimité.
Intégration professionnelle : colonel de l'armée camerounaise

. Participation à des jurys de thèse et d'HDR :

- *La juridictionnalisation de l'OMC*, Université de La Réunion, Thèse, 10 mai 1998 (M. Andrianarivony).
- *Les rapports entre le droit et les sciences dans le domaine du droit de l'environnement*, Université de La Réunion, Habilitation à diriger des recherches, 6 décembre 1999 (E. Naim-Gesbert)
- *Les rapports entre le droit coutumier et le droit moderne*, Université de La Réunion, Habilitation à diriger des recherches, 9 mai 2000 (R. Lafargue).
- *Le principe de proportionnalité en droit communautaire*, Université de La Réunion, Thèse, 13 décembre 2000 (V. Vlody).
- *L'application des directives en droit interne*, Université de La Réunion, Thèse, 14 décembre 2000 (H Pongérard).
- *La réintégration de l'Afrique du sud dans la Communauté internationale : l'exemple des relations avec la Communauté européenne*, Université de La Réunion, Thèse, 22 mars 2001 (I Royé).
- *Formes étatiques et intégration européenne*, Université de La Réunion, Thèse, 18 décembre 2001 (D. Langagne).
- *Les opinions séparées devant la Cour internationale de justice*, Université de La Réunion, Thèse, 9 décembre 2002 (M. Manouvel).
- *Les zones franches*, Université de La Réunion, Thèse, 10 décembre 2002.
- *Fonction publique et droit*, Université de La Réunion, HDR, 29 mars 2003 (F. Sauvageot)
- *Histoire et droit*, Université de La Réunion, HDR, 29 mars 2003 (A. Carbonell)
- *Les moyens d'invalidation de la loi devant le Conseil constitutionnel*, Université de La Réunion, 5 décembre 2003.
- *La Grande Comore : ethnographie d'une société traditionnelle en crise*, Université de La Réunion, 25 février 2004 (F. Patel).
- *Le droit à un tribunal au sens de la Convention européenne des droits de l'homme*, Université de Montpellier I, thèse, 9 décembre 2004 (L. Milano).
- *La Cour internationale de justice - L'étude des opinions séparées*, Université de La Réunion, HDR, 7 avril 2006 (M. Manouvel).
- *Le concept de rationalisation dans la pensée constitutionnelle française : essai d'analyse*, Université de La Réunion, thèse, 6 juillet 2010 (L. Corrè)
- *Le peuple kanak et le droit français*, Université d'Auvergne, 9 février 2013 (L. Wamytan) (rapporteur).
- *L'autonomie ethnique en Chine*, Université de Perpignan, 3 juillet 2014 (Fai Ban) (rapporteur)..

. Direction de nombreux mémoires de DEA/ M2 (environ une trentaine) sur les thèmes de l'Europe, des droits fondamentaux, du droit comparé dans l'océan indien et du droit international.

V – RAYONNEMENT DES ACTIVITÉS UNIVERSITAIRES

I. CONFERENCES ET COLLOQUES A COMPTE DE SEPTEMBRE 2014

. *EU constitutional foundations in France*, Thessaloniki, organisé par l'Université de Salzburg, réseau « The choice for Europe since Maastricht », 12 juin 2015.

. *La CIJ et le désarmement nucléaire*, Athénée Saint-Joseph d'Antsirabé, 30 mai 2015

. *Ecrire les droits de l'homme*, in « L'écriture du droit », 23 janvier 2015, CIFDUF-Académie des sciences sociales, Hanoi

. *Les suds II*, Agence nationale de la recherche, Paris, 13-14 janvier 2015.

. *Ecrire les droits de l'homme*, in « L'écriture du droit », 21-22 novembre 2014, CIFDUF-Université des sciences juridiques et politiques Cheik Anta Diop, Dakar

. *Le droit d'asile : quelle place en Méditerranée aujourd'hui ?*, in Garantir le droit d'asile en Méditerranée : le travailleur social entre politiques publiques et accueil des demandeurs d'asile. Les cas de l'Italie et de la France", Cherpa - La Maison de la Méditerranée, 17 octobre 2014

. *L'articulation des droits collectifs et des droits individuels dans le cadre de la Charte du peuple kanak*, Centre Jean-Marie Tjibaou et Assemblée de la Province sud, 30-31 octobre et 1er novembre 2014, Nouméa (Programme Legitumus, Université d'Ottawa-AUF).

4. AUTRES ACTIVITES DE RAYONNEMENT

. Membre correspondant de l'Académie nationale malgache, section des sciences morales et politiques (depuis 2003)

. Membre du comité régional d'éthique de la Réunion (2003-2005).

5. DIFFUSION MEDIATIQUE

- Interview sur l'accord-cadre entre les Républiques françaises et mauriciennes, sur la co-gestion de l'île de Tromelin, RFO Télé, 8 juin 2010

- Interview sur le best loser system mauricien, RFO Radio, 2 mai 2010

- Interview sur la burqa, Le Journal de l'île de La Réunion, 27 janvier 2010

- « La HCC et la procédure de destitution présidentielle », 19 juin 2015, publié dans la presse malgache : *L'Express* (p. 14), *La Gazette de la Grande Ile* (p.2), *Midi* (p. 25), *Les Nouvelles* (p. 14).

VI- LANGUES ETRANGERES

. Anglais : parlé, lu et écrit.

. Allemand : bon niveau de conversation.